



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

**Unité départementale du Bas-Rhin**

Affaire suivie par :

François DONNY

Tél : 03 88 13 08 66

Mél : [francois.donny@developpement-durable.gouv.fr](mailto:francois.donny@developpement-durable.gouv.fr)

Réf : 0413/FD

Strasbourg, le 23 mars 2021

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**DOSSIER DE RÉEXAMEN IED**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement

Dossier de réexamen IED

Société TREDI (incinérateur de déchets dangereux)

74 quai Jacoutot à Strasbourg

**Pièce jointe :** projet de courrier à l'exploitant

- 1. Présentation de la demande**
- 2. Avis et propositions de l'inspection des installations classées**
- 3. Conclusion**

Rédigé par : L'inspecteur de l'environnement (Installations classées)  François DONNY	Vu, vérifié, approuvé et transmis, Pour le Directeur régional, Le Chef du pôle risques accidentels  Jacques MOLE
---	--

Copie :

- Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

## 1 – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Le site TREDI, filiale du groupe Séché, exploite au 74 quai Jacoutot à Strasbourg des installations d'incinération et de transit de déchets dangereux et de déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI). L'établissement est autorisé pour incinérer 52 000 t de déchets annuellement dont au maximum 7000 t de DASRI. C'est une installation Seveso seuil haut, localisée dans la zone du Port aux Pétroles de Strasbourg. Elle est desservie exclusivement par voie routière.

Ce site est spécialisé dans l'élimination, par voie thermique, de déchets hospitaliers et de déchets dangereux et non dangereux liquides, boueux, pâteux et solides faiblement halogénés (moins de 1% d'halogènes).

Les activités majeures du site sont :

- le traitement thermique au travers de deux fours rotatifs, de déchets industriels dangereux et non dangereux et de DASRI, (Four n°2 : 4 t/h, soit 96 t/j, avec une puissance de 5,8 MW et Four n°3 : 5 t/h, soit 120 t/j, avec une puissance de 5,8 MW).
- l'évapo-incinération de déchets dangereux (DD) et de déchets non dangereux (DND) : cette activité consiste à concentrer les déchets par évaporation. Le concentrat est ensuite incinéré pour une quantité maximale de 26 000 t/an.
- Le regroupement et le transit de Déchets Dangereux en Quantité Dispersée (DDQD).

Une partie de l'énergie de la chaleur produite est valorisée par l'intermédiaire de boucles d'eau surchauffée alimentant des évapo-incinérateurs et des cycles organiques de Rankine (ORC) produisant de l'électricité.

Les mâchefers sont recueillis dans une garde hydraulique pour être refroidis, avant d'être évacués, encore humides, du site.

L'épuration de fumées est effectuée par voie sèche et n'engendre pas d'effluents aqueux. Les installations de traitement des fumées ont été dimensionnées en fonction du type et de la quantité des déchets incinérés et des caractéristiques des fumées émises par leur combustion.

Créée en 1974, cette installation a été autorisée à hauteur de 52 000 t de déchets incinérés annuellement par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1995, complété par de nombreux arrêtés préfectoraux complémentaires et codifié dans l'arrêté préfectoral du 6 mai 2019.

Ce site est également soumis à la Directive européenne dite « IED » n°2010/75/UE relatives aux émissions industrielles à travers son classement sous la rubrique n° 3520 – Incinération ou co-incinération de déchets, autorisées pour une capacité de 216 t/j (le seuil de la directive « IED » étant fixé à 10 t/j). Les « conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets » ont été publiées le 3 décembre 2019 (en référence au document BREF « Incinération des Déchets » -BREF WI : *Waste Incineration*). Il s'agit du BREF principal du site.

Les installations relèvent également des rubriques 3510 (Élimination ou valorisation des déchets dangereux) et 3550 (Stockage temporaire de déchets dangereux) sont également soumises à l'application du BREF WT « Traitement de déchets » (BREF WT – octobre 2018) dont les conclusions sur les MTD ont été publiées le 17 août 2018. Il s'agit du BREF sectoriel secondaire du site.

À ce titre, TREDI a remis, le 30 novembre 2020, un dossier de réexamen intitulé *Rapport n°A106618 /C – Décembre 2020*. Le rapport porte sur le BREF principal WI, et comporte une annexe portant sur le BREF secondaire WT. Il contient également, en annexe, un rapport de base, conformément à l'article R. 515-82 du Code de l'environnement. Ce rapport de base

contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation (article R. 515-59 du Code de l'environnement).

Ce dossier de réexamen prend en compte les dernières conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD). L'analyse de la conformité des MTD a été réalisée conformément au Guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles de juillet 2017.

## **2 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La dernière inspection des installations, le 16 février 2021, n'a pas relevé de non-conformités.

Les informations les plus importantes du dossier de réexamen sont les suivantes :

Le périmètre IED correspond à l'ensemble des installations du site, qui relèvent soit du BREF WI, soit du BREF WT. Il n'y a pas d'installation connexe, ni d'installation exclue du périmètre. Le périmètre n'inclut pas l'extérieur proche du site, qui pourrait faire l'objet d'une pollution des eaux souterraines en cas de déversement accidentel non maîtrisé.

Le rapport de base inclus dans le dossier de réexamen est scindé en deux parties :

- un rapport de base Phase 1, référencé Rapport n°A98797/C– Septembre 2019, daté du 11 septembre 2019,

- un rapport de base Phase 2 « Rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines du site TREDI de Strasbourg (67) – Chapitres 4 et 5 », daté du 31 octobre 2019.

L'ensemble du rapport de base est conforme sur la forme au Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED version 2.2 d'octobre 2014, notamment sur le recours à des traceurs de risque d'impact au vu du nombre de substances potentiellement à rechercher.

Le rapport de phase 1, propose la réalisation de 18 sondages, pour lever les incertitudes sur la présence de certains produits dangereux dans le sol. Au vu de la surveillance en place des eaux souterraines, il n'est pas proposé d'ajouter des piézomètres mais de rechercher des paramètres supplémentaires sur 5 des 8 piézomètres du site.

Le rapport de phase 2 indique que l'ensemble des mesures sur les eaux souterraines ont été réalisées, ainsi que 15 des 18 sondages préconisés, pour des raisons de difficulté de réalisation. Une anomalie significative en HAP (naphtalène) et en BTEX a été relevée avec une teneur de 1000 et de 326 mg/kg MS. Il est préconisé de réaliser des sondages complémentaires autour de la zone S6 concernée afin de définir l'étendue de la contamination identifiée.

Il faut signaler que ce sondage a été réalisé à une profondeur de 1,2 m au lieu de 2 m du fait de la présence de 2 dalles béton. Des anomalies significatives en hydrocarbures ont été relevées sur 3 sondages. Des anomalies en phtalates ou en pesticides ont été relevées sur 3 piézomètres.

Le BREF principal pris en compte pour ce dossier de réexamen est le BREF principal WI ainsi que le BREF secondaire WT. L'exploitant ne se positionne sur aucun BREF transversal, l'Inspection note qu'ils relèvent probablement du BREF ENE (Efficacité énergétique) mais pour lequel aucune conclusion MTD n'est associée. Les MTD des BREFS transversaux ne sont donc pas abordées mais ce sujet est abordé dans le BREF WI.

Le dossier de réexamen indique que 28 des 37 MTD du BREF WI s'appliquent à l'établissement (22 sont déjà mises en œuvre, 6 le seront dans les délais réglementaires) et que 9 ne sont pas applicables. Le dossier de réexamen indique que 19 des 53 MTD du BREF WT s'appliquent à l'établissement (les 19 sont déjà mises en œuvre) et que 34 ne sont pas applicables. Le tableau suivant récapitule le positionnement de l'exploitant par rapport aux 6 MTD du BREF WI qui s'appliquent à l'établissement et qui ne sont pas encore mises en œuvre :

N°	Description	Engagements de l'exploitant
4	Surveiller les émissions canalisées dans l'air.	En plus du maintien de contrôles actuels, le suivi annuel du Benzo[a]pyrène sera ajouté à l'un des contrôles semestriels.
5	Surveiller, de manière appropriée, les émissions atmosphériques canalisées provenant de l'unité d'incinération en conditions d'exploitation autres que normales (« OTNOC »).	Actuellement, le site ne dispose pas de bilan des émissions en phase « OTNOC ». La définition de ces périodes n'est pas clairement établie à ce jour. Un plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales sera mis en œuvre dans un délai de 4 ans selon les recommandations des guides.
11	Surveiller les livraisons de déchets dans le cadre des procédures d'acceptation des déchets (voir MTD 9 c), ainsi que, en fonction du risque présenté par les déchets entrants, certains éléments	La surveillance de la livraison des déchets dangereux est mise en œuvre sur tous les points mentionnés, à l'exception de l'analyse des POPs (polluants organiques persistants), autres que PCB, PCT et PCP. Le processus acceptation/réception des déchets sera revu dans le délai réglementaire des 4 ans pour intégrer la gestion des déchets contenant des POPs.
18	Afin de réduire la fréquence de survenue de conditions « OTNOC », établir et mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des « OTNOC » fondé sur les risques.	Actuellement, le site ne dispose pas de bilan des émissions en phase « OTNOC ». La définition de ces périodes n'est pas clairement établie à ce jour. Un plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales sera mis en œuvre dans un délai de 4 ans selon les recommandations des guides.
25	Niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières, de métaux et de métalloïdes résultant de l'incinération des déchets	VLE actuelle : 10 mg/Nm <sup>3</sup> (AP). -Four 2 : Les résultats de l'autosurveillance des années précédentes ne sont pas conformes à la valeur seuil fixée par la MTD de 5 mg/Nm <sup>3</sup> . Les filtres à manches seront remplacés en 2021. -Four 3 : Les résultats de l'autosurveillance des années précédentes sont conformes à la valeur seuil fixée par la MTD de 5 mg/Nm <sup>3</sup> . Les filtres à manches ont été remplacés fin 2018.
31	Niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de mercure résultant de l'incinération des déchets	VLE actuelle : 0,05 mg/Nm <sup>3</sup> soit 50 µg/Nm <sup>3</sup> (AP) Pour les 2 fours, les valeurs du Hg mesurées semestriellement les 3 dernières années sont inférieures à la valeur seuil de 20 µg/Nm <sup>3</sup> fixée par la MTD. Le retour d'expérience sur les moyennes journalières n'est pas suffisant pour conclure à une conformité des rejets journaliers à ce jour.

L'article R. 515-70 du Code de l'environnement précise au point III que « *Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :*

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;*
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;*
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée. »*

Les pollutions identifiées, notamment celles aux pesticides concernent des substances qui ne sont plus accueillies sur site et ne sont donc pas concernées par des valeurs limites d'émission.

Les sujets « sécurité » et nouvelles normes ne nécessitent pas d'actualisation.

Le site de l'exploitant n'est concerné par aucun des 3 cas rendant obligatoire l'actualisation des prescriptions du site. L'exploitant propose cependant d'actualiser les prescriptions applicables à ses installations, notamment pour intégrer les points suivants :

- la mise en place d'un suivi conformément à la demande du BREF sur le paramètre Benzo[a]pyrène, à une fréquence annuelle,
- la mise en place du suivi des moyennes journalières de mercure,
- l'actualisation des VLE prescrites par l'AP du 6 mai 2019.

L'Inspection rappelle que l'étude « Étude hydrogéologique et environnementale du site du Port-aux-Pétroles à Strasbourg (Bas-Rhin) – Phase 3 » du BRGM recommandait de suivre les paramètres suivants dans les eaux souterraines : HAP, BTEX, ETBE/MTBE, autres additifs (DIPE - éther diisopropylique - CAS n° 108-20-3, TBA - alcool butylique tertiaire - CAS n° 75-65-0 et dibenzothiophène - CAS n° 132-65-0).

Sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 août 2020, aucun dépassement journalier n'a été enregistré, et au maximum 5 dépassements de la VLE ½ heure par année et par ligne ont été enregistrés pour un maximum autorisé de 120 dépassements ½ heure par ligne. L'exploitant demande donc à continuer à bénéficier de l'allègement prévu au paragraphe « 1.2 surveillance – MTD 4 » des conclusions sur les MTD WI : « *La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. »*

Sur la période 2016-2020, les émissions de PCB de type dioxines sont toujours inférieures à 0,01 ng OMS-TEQ/Nm3 (9 valeurs par four) avec une moyenne de 0,00619 ng/Nm3 pour les 2 fours.

L'exploitant ne demande donc pas de dérogation. Au vu de ces conclusions, le réexamen IED ne nécessitait pas de mener des consultations spécifiques.

### **3 – CONCLUSION**

L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 rend opposable l'ensemble des prescriptions imposées par les nouvelles conclusions sur les MTD. Il n'est donc pas nécessaire de les transcrire dans un arrêté préfectoral complémentaire. Je vous propose donc d'envoyer à l'exploitant le projet de courrier joint, de façon à acter le fait qu'il a répondu à l'obligation de réexamen prescrite au titre de la directive « IED ».

Ce courrier donne par ailleurs droit à la demande de l'exploitant de continuer à bénéficier de l'allègement sur les mesures en continu de fluorure d'hydrogène (HF) prévu au paragraphe « 1.2 surveillance – MTD 4 » des conclusions sur les *MTD WI* : « *La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable.* »